

ZERGUINE :

«Sonatrach a montré une image très prometteuse»

L'entreprise nationale Sonatrach, en particulier ses entreprises de services pétroliers, a «montré une image très prometteuse».

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le président-directeur général du groupe Sonatrach, qui a effectué mercredi et jeudi derniers une visite de travail à Hassi Messaoud, a déclaré. Une assertion que Abdelhamid Zerguine, accompagné notamment par le vice-président Amont, Saïd Sahnoun, et des responsables de la Division transport par canalisations, a motivé par le niveau d'intégration satisfaisant des filiales de services pétroliers dans la réalisation de plusieurs projets. «Un maximum d'intégration possible» de l'outil national, a souligné M. Zerguine lors de son déplacement, mercredi matin, à Gassi Touil (170 km), où il a inspecté l'état d'avancement d'un projet de train gazier, annoncé opérationnel dès juillet 2013. Lancé en partenariat avec le constructeur japonais JGC, ce projet a été marqué par l'engagement positif

des entreprises de travaux et de construction GTP et GCB, filiales de Sonatrach et sous-traitantes de JGC pour quelque 8 milliards de dinars. A cette occasion, le P-dg de Sonatrach s'est déclaré satisfait quant au niveau de qualité atteint par ces entreprises sous la supervision du partenaire japonais. «C'est bien de les (les entreprises de services, ndlr) mettre sous un contrôle engineering rigoureux» de JGC, a déclaré M. Zerguine.

De même que ces filiales participent à la réalisation d'un mégaparc à tubes, un projet au demeurant très avancé, comme le P-dg de Sonatrach a pu le constater. Comme ce dernier a constaté que les entreprises de travaux et services pétroliers mais aussi énergétiques (des filiales de Sonelgaz) participent positivement dans le domaine de la sous-traitance. Il s'agit, dans ce cas, d'un projet de développement du

GPL, lancé à proximité de Hassi Messaoud, en partenariat entre Sonatrach et les sociétés Saipem-France et Saipem Algérie, pour l'équivalent de 117 milliards de dinars.

Devant être réceptionné provisoirement en juillet 2013, le projet Zcina, qui implique la mise en service de trois trains, voire un quatrième à terme, devrait permettre d'augmenter les

capacités gazières de quelque 7 milliards de m³ par an. Soit à terme plus de 13 milliards de mètres cubes de nouvelles capacités gazières, en comptant les quantités produites à Gassi Touil. L'opportunité également pour le P-dg de Sonatrach de rassurer quant aux programmes d'investissements et les perspectives de la compagnie. «Sonatrach est en développement

continu», affirmera M. Zerguine. Serein, le patron de la compagnie nationale l'était également en considérant que la situation des prix des hydrocarbures ne peut justifier une rétention des investissements lancés par la compagnie, des engagements en hausse continue et qui demeurent «rentables», laisse-t-il entendre.

C. B.

IL REPRÉSENTE UN MARCHÉ DE 3 MILLIARDS DE DOLLARS

Sonatrach optimise le stockage des tubes

La réalisation d'un parc à tubes moderne d'une superficie de 124 ha dans la région de Hassi Messaoud avance bien et devrait être achevée à la mi-2013. C'est ce que le P-dg de Sonatrach a pu constater mercredi dernier lors de sa visite d'inspection. Lancé par Sonatrach avec la participation des filiales GTP et GCB, ce projet de mégaparc permettra une meilleure couverture des besoins en divers tubes des installations pétrolières et gazières de la région sud-est du pays. Il permettra, en fait, de réduire les coûts et délais d'approvisionnement à partir des ports mais aussi d'améliorer la gestion de ce

segment de l'industrie pétrolière et d'assurer une meilleure «soutenabilité» de l'activité de stockage et de forage. En d'autres termes, ce projet permettra d'optimiser le stockage des tubes, en assurant une meilleure «traçabilité» en termes comptables et logistiques comme le constatera Abdelhamid Zerguine. Une activité qui représente un marché de 3 milliards de dollars, a-t-on relevé lors de cette visite, d'autant que l'impulsion d'une industrie nationale reste conditionnée par la taille du marché, l'acquisition de licences et la recherche-développement.

C. B.

LIQUIDATION DU RAFFINEUR SUISSE PETROPLUS

L'entreprise pourra-t-elle recouvrer toutes ses créances ?

La compagnie nationale Sonatrach pourra-t-elle recouvrer l'ensemble de ses créances détenuées auprès du raffineur suisse Petroplus, mis en liquidation depuis 2012 ?

Une question pertinente dans la mesure où les créances de Sonatrach, estimées à 250 millions de dollars, ne pourront être recouvrées qu'en phase finale, après la satisfaction des créanciers non économiques de la société. C'est ce que le P-dg de Sonatrach a laissé entendre mercredi soir. «Nous attendons les conclusions de l'affaire», dira M. Zerguine, indiquant que Sonatrach est «logée à la même enseigne que les créanciers écono-

miques» et ne percevra son dû qu'en fonction des résultats de la liquidation.

Rappelons que Sonatrach a engagé un suivi continu de cette affaire par le biais de ses cabinets-conseil à l'international. L'opportunité pour le premier manager de Sonatrach de préciser que le partenariat avec Petroplus a été engagé dans la mesure où cette société était alors «toujours solvable» et d'autant qu'«en général, Sonatrach évite les clients ponctuels». Mais aussi d'appeler, une bonne appréciation des décisions d'arbitrage international qui concernent la compagnie nationale, parfois à son détriment.

Selon M. Zerguine, les décisions d'arbitrage concernent en général des affaires introduites antérieurement, de plusieurs années, à la date du

prononcé de la décision. Concernant l'année en cours, le P-dg de Sonatrach a indiqué qu'«aucun contentieux n'est annoncé».

Voire Sonatrach se retrouve parfois contrainte à des indemnisations dont le montant s'avère insignifiant par rapport au chiffre d'affaires réalisé par la compagnie nationale, note M. Zerguine. Pour autant, Sonatrach «défendra toujours ses intérêts», n'avait-il pas manqué de préciser.

Sonatrach, partie civile potentielle dans l'affaire Sonatrach 2

Une assertion compréhensible dans le contexte des affaires judiciaires impliquant l'entreprise italienne Saipem et des reponsables du secteur algérien de l'énergie. A ce propos, Abdelhamid

Zerguine a observé, lors de l'inspection du projet gazier lancé avec Saipem-France, qu'il «y a des individus qui ont commis des fautes et la justice est là (pour punir)». Dans ce contexte, Sonatrach «réexamine avec (l'italien) Saipem l'ensemble des préjudices subis ou potentiels», indique-t-il, tout en rappelant que le partenariat engagé avec Saipem, un leader du domaine, date d'une quarantaine d'années.

Voire, la compagnie nationale pourrait, le cas échéant, «se constituer partie civile dans l'affaire dite Sonatrach 2, en Italie ou en Algérie», relève Abdelhamid Zerguine qui rappelle que son groupe s'est déjà porté partie civile dans l'affaire dite Sonatrach 1.

C. B.

COLÈRE DANS LE SECTEUR DES FORÊTS, DE LA NATURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

Grève de trois jours à partir de mardi prochain

La Fédération nationale des travailleurs des forêts, de la nature et du développement rural, affiliée à l'UGTA, compte déclencher un mouvement de grève de trois jours à compter du 28 mai prochain. La Fédération annonce la tenue d'un sit-in national le 1^{er} juin prochain, à l'occasion de l'ouverture de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies. L'organisation syndicale appelle le ministère de tutelle à tenir ses engagements concernant la satisfaction des revendications des travailleurs.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Agitation dans le secteur de l'agriculture et du développement rural. Rachid Benaïssa devra faire face à la colère de la Fédération nationale des travailleurs des forêts, de la

nature et du développement rural qui exige qu'il tienne ses engagements.

La Fédération affiliée à l'UGTA souligne dans un communiqué que lors d'une réunion tenue en avril dernier, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural s'est engagé à prendre en charge la plate-forme de revendications soulevées par les travailleurs.

Cependant, dénonce-t-on, «rien n'a été concrétisé», et ce, précise la Fédération, malgré les différentes interpellations. Ne voyant rien venir de la part du département de Rachid Benaïssa, les travailleurs du secteur des forêts, de la nature et du développement rural ont décidé de recourir à la protestation pour faire aboutir leurs doléances. Celles-ci portent essentiellement sur la promulgation du projet de loi forestière, «en souffrance depuis plus de vingt ans», la réhabilitation du rôle de la police forestière à travers la restitution de l'ensemble des moyens, y compris ceux dissuasifs, et de protection légaux, la révision des grades et des uniformes, la distribution des cartes professionnelles, la protection des

agents et des cadres des pressions et des poursuites de tous ordres qu'ils subissent dans l'exercice de leur mission, le doublement des effectifs et le renforcement en moyens matériels et logistiques pour assurer la préservation de plus de 4 millions d'hectares et la mise en œuvre de milliers de projets de développement rural.

La Fédération exige également la révision du statut particulier des corps forestiers «afin de combler les insuffisances», la prise en charge des problèmes d'ordre socioprofessionnel, organisationnel et logistique des travailleurs de l'administration des forêts des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, la prise en charge des aspects sociaux, à savoir l'attribution de logements ainsi que la prise en charge des préoccupations socioprofessionnelles en termes d'intégration et d'amélioration des conditions de travail des agents et des cadres relevant des parcs nationaux, des centres cynégétiques, des réserves de chasse, des centres de formation et de l'Ecole nationale des forêts.

S. A.

L'AMBASSADEUR DE GRANDE-BRETAGNE ET LE REPRÉSENTANT DE DAVID CAMERON À ORAN :

«BP reste engagée»

Présent ce jeudi lors de la visite à Oran de Lord Risby représentant du Premier ministre David Cameron, pour la promotion des relations économiques avec l'Algérie, l'ambassadeur britannique M. Martyn Roper a tenu à mettre en avant l'importance de la désignation de Lord Risby, comme étant révélatrice de l'intérêt du gouvernement britannique à renforcer davantage ses relations économiques avec l'Algérie, «les relations politique et sécuritaire étant satisfaisantes», dit-il.

Et de déclarer plus loin à la presse, «nous avons des politiques très proches avec l'Algérie dans les domaines sécuritaire et de lutte contre le terrorisme et nous partageons la même politique notamment celle de non-paiement des rançons dans des affaires d'enlèvement. A présent, les deux gouvernements souhaitent avoir des relations toutes aussi fortes dans le domaine économique».

Sollicité par des journalistes afin de s'exprimer sur les intentions de British Petroleum en Algérie qui n'aurait pas hésité

à retarder ses projets en Algérie après l'attaque terroriste du site gazier de Tiguentourine, Son Excellence l'ambassadeur de Grande-Bretagne en Algérie Martyn Roper, dira : «Ce n'est pas au gouvernement britannique de parler de BP qui est une entreprise privée, mais ce que je peux dire, c'est que BP reste très engagée ici dans son travail et les articles récents parus en Algérie dans la presse ne reflètent pas la réalité, c'est ce que je peux dire sur ce sujet. BP reste engagée et va continuer le travail.» Ce jeudi, la venue de cette

importante délégation britannique était dans le cadre d'une visite sur terrain organisée par Unilever le leader de l'industrie des produits de consommation courante au niveau de son usine pour présenter les récents investissements de son outil de production de Hassi Ameur.

La visite guidée de l'usine à laquelle a également pris part le wali d'Oran, était dirigée par le président-directeur général d'Unilever Algérie, M. James Todd qui a mis l'accent sur les réalisations effectuées durant les premiers mois qui ont suivi la célébration au mois de juin dernier, des 10 années de présence d'Unilever en Algérie. Inaugurée en 2002, l'usine de Hassi Ameur a connu en 2012 un investissement de l'ordre de 1 254 000 d'euros pour son développement «notamment dans des projets environnementaux comme l'achat d'une machine de compactage et de déchiquetage des déchets, d'une machine encaisseuse qui réduit l'utilisation

des matériaux d'emballage et plusieurs autres projets encore», dira James Todd. Ce dernier fera part également du souci de son entreprise «à avoir un impact positif sur l'environnement humain. C'est pourquoi nous sommes particulièrement fiers du travail accompli par les équipes locales qui ont mené avec passion plusieurs actions de sensibilisation auprès des consommateurs à l'hygiène bucco-dentaire et au lavage des mains, notamment en direction des jeunes écoliers à travers le territoire national».

S'exprimant à l'issue de cette visite guidée, Lord Risby s'est dit ravi de voir la réalité des choses, un vrai partenariat qui tient compte de la production mais aussi de la préservation de l'environnement et de l'action sociale en multipliant les initiatives en milieu scolaire et familial. «Il s'agit là d'un exemple d'usine dont on peut être fier», conclut-il.

Amel Bentolba

HABITAT

Sit-in des travailleurs devant les directions du secteur lundi prochain

La Fédération nationale du secteur de l'habitat et de l'urbanisme, affiliée au Snapap, appelle à un rassemblement, le 27 mai prochain, devant les directions de l'habitat et de l'urbanisme des différentes wilayas du pays.

Dans un communiqué rendu public, la Fédération explique que le conseil national tenu le 18 mai dernier a décidé de renouer avec la protestation suite au mutisme de la tutelle. Laquelle, rappelle la Fédération, a fait appel à la justice pour interdire le mouvement de grève déclenché par les travailleurs le 7 mai dernier.

Contraints de mettre fin à ce mouvement suite à la décision de justice déclarant la grève illégale, les travailleurs du secteur de l'habitat ont décidé de rebondir en tenant d'autres actions de protestation.

La Fédération, qui demande la régularisation de la situation des carrières des corps communs et techniques, la révision du statut particulier, un quota de logements de fonction, la permanence de tous les travailleurs contractuels, une couverture administrative et la bonification des fonctionnaires occupant des postes spécifiques, le droit à la formation et l'amélioration du cadre social, appelle Abdelmadjid Tebboune, ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, à ouvrir les portes du dialogue afin de prendre en charge ces revendications.

S. A.